



**ASSURANCE CHOMAGE :
LE PATRONAT VEUT BAISSER LES DROITS DE TOUS LES CHOMEURS
ET S'ATTAQUE A NOUVEAU AUX ARTISTES ET TECHNICIENS
INTERMITTENTS DU SPECTACLE !**

Le gouvernement a imposé une nouvelle négociation sur l'assurance chômage cet automne pour exiger une baisse considérable des droits des chômeurs (3,9 Milliards € sur 3 ans pour 39 MDs d'allocations), du moins parmi les seuls 43% qui sont indemnisés.

La CGT refuse la lettre de cadrage imposant les économies sur le dos des chômeurs, mais les organisations patronales (Medef, CPME, U2P) veulent les appliquer, en visant les travailleurs précaires (CDD, intérimaires, CDI à temps partiels...) ... et le régime des salariés intermittents du spectacle !

Le 28 novembre, la négociation débutera précisément sur une autre lettre de cadrage : celle de l'interprofessionnel aux négociateurs dans le champ du spectacle. Le patronat mené par le Medef a déjà annoncé vouloir répercuter les économies exigées par le gouvernement en direction des annexes 8 et 10.

Nous devons peser sur l'ensemble des négociations et empêcher les économies sur l'ensemble des chômeurs pour mieux empêcher la répercussion sur les artistes et techniciens intermittents du spectacle.

Faisons-leur entendre notre voix pour une négociation sans économies et au contraire nous permettant d'améliorer les règles issues de l'accord de 2016 !

Aussi notre fédération et nos syndicats appellent à participer massivement à la manifestation contre le chômage et la précarité :

**Samedi 1er décembre 14h
Départ place de la République
Rdv fédéral : angle boulevard du Temple, au niveau du théâtre Dejazet**

Nous tiendrons une assemblée générale des professionnel.le.s du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel :

lundi 10 décembre à 19h au théâtre de la Colline

à propos de l'assurance chômage, et plus généralement de l'actualité sociale (retraites, Afdas, prélèvement de l'impôt à la source ...) et de la politique « culturelle » du gouvernement, mise à mal par les attaques contre les services publics.

Nous inviterons nos camarades de la CGT intérim et des comités de privés d'emploi CGT.

Toutes et tous ensemble pour faire respecter nos droits !

Paris, le 22/11/2018.